

### Subsides

Nous entendons beaucoup parler récemment de nos ressources énergétiques. Toutefois, que dire de cette source énergétique, la nourriture qui alimente le corps humain. C'est aussi une ressource renouvelable que produit le groupe très important des agriculteurs canadiens.

La Chambre ne doit jamais sous-estimer l'importance de l'agriculture pour l'économie, l'histoire, la culture et l'unité nationale de ce grand pays, le Canada. C'est dans cet esprit que je me présente à vous aujourd'hui pour réclamer votre appui en faveur des programmes du ministère de l'Agriculture, afin que nous puissions continuer à accorder notre soutien sans réserve à ceux qui fournissent au Canada et au monde ces ressources alimentaires vivifiantes.

**M. Wise:** Monsieur le président, j'espérais que le ministre aurait répondu dans sa déclaration à certaines questions que j'avais à l'esprit. Malheureusement, il a préféré parler des activités du ministère et de l'industrie en termes généraux. Je suis convaincu qu'en discutant du budget des dépenses du ministère de l'Agriculture à la Chambre aujourd'hui et demain, nous allons attirer l'attention des députés et de tous les Canadiens sur la nécessité de sauvegarder la santé, la résistance et la vitalité de notre agriculture.

Je suis certain qu'avant la fin de la session, nous aurons prouvé que le gouvernement a fermé les yeux sur nombre de problèmes très graves qu'éprouve l'agriculture dans de nombreux domaines.

Lorsque nous étions au pouvoir, l'agriculture constituait notre première priorité. Il suffit de jeter un coup d'œil à ce que nous avons accompli pendant ces quelques mois pour se rendre compte qu'il est presque impossible de réfuter cette déclaration. Les faits montrent que nous avons tenu nos promesses et honoré nos engagements. Par contre, le gouvernement actuel s'est borné, dans la plupart des cas, à faire des promesses, il a condescendu sporadiquement à accorder une certaine attention à l'agriculture et à prendre des mesures de portée limitée, des mesures qui portent très rarement fruit.

Lorsque nous avons accédé au pouvoir, le ministère et le secteur n'en étaient pas encore revenus des réductions que le bureau du premier ministre avait décidées de son propre chef en août 1978. Au cours de notre très bref mandat, nous avons rétabli ces programmes et rétabli le financement. Ainsi, nous avons accru le nombre d'années-personnes de la direction générale de l'inspection et avons grossi le budget de la division de la recherche de quelque 13 millions de dollars.

Sans doute conviendrez-vous, monsieur le président, que c'est de l'intérêt cela, et non pas de la négligence. Par contre, voyons un peu ce qu'a fait ce gouvernement. Peu après les élections de février, le ministre s'est engagé à régler la question des taux d'intérêt élevés. C'est devant 1,000 agriculteurs réunis à Ottawa qu'il s'y est engagé. J'étais présent. Je suppose que le ministre de l'Agriculture a appuyé ses collègues du cabinet lorsqu'ils ont décidé de venir en aide aux propriétaires de maisons et à la société Chrysler. Lorsqu'il a pris la parole dans l'Ouest du Canada, le ministre a déclaré à maintes reprises que si on le laissait faire, il aiderait financièrement Massey-Ferguson. Maintenant que les taux d'intérêt ont presque atteint les sommets d'il y a un an, qu'entend faire le ministre pour accorder aux agriculteurs une aide spéciale? Il aura de nouveau l'occasion de remplir la promesse qu'il a faite le printemps dernier aux agriculteurs ici même à Ottawa.

En outre, le ministre s'est engagé au nom du gouvernement à hausser les valeurs au jour de l'évaluation aux niveaux où elles étaient au 31 décembre 1974. C'était là une promesse électorale. J'ai un exemplaire de ses tracts électoraux. Il a réitéré maintes fois cette promesse. Nous serions certes favorables à une telle proposition. Je rappelle au ministre que notre budget de décembre dernier prévoyait une disposition fort appropriée concernant les gains de capitaux. Le ministre a voté contre cette proposition. Je pourrais pardonner au ministre s'il proposait une disposition équivalente, mais après avoir présenté deux séries de mesures budgétaires il n'a encore rien fait à cet égard. Il faut certes y voir de la négligence, non un appui. Je demande donc en deuxième lieu quand nous pouvons espérer que le ministre propose une disposition équivalente à la nôtre à l'égard des gains de capitaux.

● (1540)

Je passe maintenant à un troisième point, savoir ses promesses concernant la Société du crédit agricole. Le ministre avait fait deux promesses à ce propos. Il avait d'abord promis de donner de l'essor à la Société et, deuxièmement, de maintenir les taux d'intérêt avantageux. Ce sont là des promesses louables, nous n'en disconvenons pas. Là encore on constate que la Société du crédit agricole n'a pas obtenu de financement additionnel. Et deuxièmement, le ministre a fait passer le taux d'intérêt à 13 p. 100, soit un taux sans précédent au cours des 50 ou 51 années d'existence de la Société du crédit agricole.

Nous avons accru d'environ 50 millions de dollars les crédits affectés à cet organisme. En outre, nous avons élaboré une mesure l'autorisant à se procurer des fonds additionnels auprès de sources non gouvernementales. Je voudrais que le ministre me dise ce qu'il est advenu de cette mesure et s'il peut fournir des fonds équivalents à ceux que nous avons fournis l'an dernier.

Quatrièmement, le ministre a déclaré que tous les combustibles servant à la production agricole et au transport d'aliments seraient subventionnés. Ce n'est pas moi qui le dis, c'est une promesse que les libéraux ont faite pendant la campagne électorale. Dans leur documentation, on parle de subventionner ces combustibles afin de les protéger des répercussions des hausses accélérées des prix énergétiques. Et qu'avons-nous obtenu? Au lieu des subventions promises, l'industrie agro-alimentaire a reçu moins que rien de la part du ministre. Le gouvernement nous a plutôt servi une stratégie énergétique qui aura pour effet de doubler en deux ans le prix des combustibles utilisés dans le secteur agricole et de quadrupler en cinq ans les prix agricoles. Et ce qui est pire, la sécurité de nos approvisionnements et nos velléités d'autonomie ont été sérieusement menacées. En fait, ce n'est que la semaine dernière que le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources a accordé la priorité aux combustibles utilisés pour la production agricole.

Cinquièmement, qu'est-il advenu de la Société pour l'exportation des produits agricoles du ministre, cette société de la Couronne promise dans l'Ouest par le premier ministre en avril 1979, il y a près de deux ans? Nous préconisons cet organisme depuis 1974. Lorsque nous étions au pouvoir, le document nécessaire du cabinet a même été rédigé. Qu'est-il arrivé? Le projet Canagrex a-t-il été jeté aux oubliettes? Quant aux ventes à l'exportation, nous nous sommes toujours inquiétés du nombre trop restreint de personnes affectées à la